

Commentaires au Plan de filière Volaille de chair

Anne Vonesch, février 2018

Résumé :

La Plan de filière volaille prévoit une certaine montée en gamme sans remettre en question les tendances lourdes d'agrandissement et de concentration des exploitations ainsi que des outils amont et aval. La logique reste celle de la compétitivité à l'international. Les éleveurs, la société, l'environnement, les animaux, tous subissent les impacts. En cause : le dumping sans scrupules imposé par les centrales d'achat. Il est lié au consumérisme et à la financiarisation. Le plan de filière traduit encore beaucoup trop de complicité avec ces logiques.

La prise en compte affichée des attentes sociétales indique un début de prise de conscience mais reste encore très loin d'une mise en œuvre crédible, au vu des projets d'élevages industriels (poulets et dindes) récents et en cours, qui sont imposés, même si localement des citoyens s'y opposent et que les sondages indiquent clairement que l'opinion publique les rejette.

Demander 182 Millions d'euros par an au titre du PCAE (Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations Agricoles), 15 millions pour développer l'exportation, augmenter de 2 millions les aides à l'ITAVI : tout cela n'est pas acceptable sans un profond changement de paradigme. Un plan de communication ne suffit pas ! Il faut un moratoire sur les projets d'élevages industriels en cours, et une orientation claire vers le MOINS et MIEUX, avec plus d'emplois. L'étiquetage sur les modes d'élevage doit devenir obligatoire, et il est profondément perturbant que le Plan de filière n'en veuille pas.

Plan des Commentaires au Plan de filière Volailles de chair

Objectifs et contexte	2
MOINS et MIEUX ? On en est loin !.....	2
Répondre aux attentes sociétales ?.....	3
Confrontation avec les réalités	5
L'économie	6
Signaux d'alerte.....	7



Ils seront du haut de gamme ou du bas de gamme ? Tout est relatif...

Objectifs et contexte

44 % des viandes de poulet consommées en France sont importés. Que le Plan de filière veuille reconquérir 10 points de part de marché en volaille standard serait de ce fait compréhensible. Mais il y a d'autres enjeux.

L'analyse SWOT¹ évoque des réalités contrastées: d'un côté la part de la consommation mondiale de viandes de volailles est supposée augmenter de + 1,5 % par an jusqu'en 2026, mais de l'autre la consommation de viande baisse et l'élevage industriel est controversé.

Alors que la concurrence mondialisée et l'influenza aviaire inquiètent, la filière conduit son raisonnement en termes de marchés et de compétitivité. Or ce qu'il faudrait aussi, c'est un raisonnement en termes de besoins nutritionnels, de durabilité environnementale, et d'éthique. Cela s'impose d'autant plus que :

- il doit y avoir une validation gouvernementale des Plans de filière,
- la concertation avec la société est théoriquement exigée – elle est en effet essentielle !
- d'importants financements publics régionaux, nationaux et européens sont en jeu,
- les externalités négatives sont supportées par le contribuable et par les écosystèmes et les milieux naturels,
- les moyens de l'Etat, par le travail de ses différents services, sont fortement impliqués : il serait hautement souhaitable que les services de l'Etat travaillent au service d'un développement économique durable à la place de paradigmes économiques délétères,
- la prochaine PAC est l'occasion de donner la juste priorité à la durabilité environnementale et au respect du vivant, et de combattre le dumping environnemental, social et éthique.

MOINS et MIEUX ? On en est loin !

Pour le Collectif Plein Air, comme pour la majorité des ONG environnementales et welfaristes, l'impératif en matière d'élevage est d'élever MOINS et MIEUX.

Ce Plan de filière affiche un certain MIEUX :

- ➔ Pour le Label Rouge (16 % de la production) et Bio (1 % de la production) il veut accentuer la dynamique existante, en découpe (RHD et GMS) et à l'export.

Mais il rate l'enjeu du MOINS :

- ➔ Pour le poulet standard il veut reconquérir 10 % du marché et développer les volumes exportés.

Le Plan veut en effet développer le bas de gamme encore plus que le haut de gamme. Les augmentations prévues en Label Rouge et en Bio peuvent sembler élevées en pourcentages, mais sont très loin de permettre un remplacement de la production standard. Or la demande sociétale, en matière d'élevages qui s'implantent dans les villages, est clairement opposée aux grands élevages en claustration. La priorité est la réduction et à terme la suppression du standard.

Parfois, dans les villages, des projets de petits élevages et d'élevages bio font les frais de l'opposition des riverains. C'est une raison de plus de s'engager pour une information transparente et sincère du public, afin d'élever le niveau du débat et responsabiliser tous les partenaires. Les dérives de l'élevage moderne font peur, à juste titre. La propagande et l'irrationnel sont de mauvais conseillers pour une agriculture durable.

¹ L'analyse ou matrice **SWOT**, de l'anglais Strengths (forces), Weaknesses (faiblesses), Opportunities (opportunités), Threats (menaces), est un outil de stratégie d'entreprise permettant de déterminer les options offertes dans un domaine d'activité stratégique. (Wikipedia)

Répondre aux attentes sociétales ?

Le Plan de filière met fortement en avant la réponse aux attentes sociétales, notamment en matière de bien-être animal et de baisse de l'utilisation des antibiotiques. Qu'est-ce que cela signifie pour les volailles standard ? Sauront-elles demain mieux qu'aujourd'hui, répondre aux attentes sociétales, grâce à de nouveaux systèmes et cahiers des charges ? Le Plan de filière apporte trois réponses :

- Il veut favoriser les démarches type *Nouvelle Agriculture* (Terrena) ou *Nature d'éleveurs* (LDC), mises en place par les entreprises pour la volaille standard.
- Il promet le déploiement d'un outil commun d'évaluation du bien-être animal (une appli sur smartphone) appelé *EBENE*.
- Il veut quasiment généraliser l'adhésion à la Charte sur l'utilisation *raisonnée* des antibiotiques, en 2 ans.

Que valent ces trois arguments ?

- o La *Nouvelle Agriculture* met en avant un partenariat avec CIWF (Compassion In World Farming) pour améliorer le bien-être animal. Une démarche de progrès est sans doute en cours, mais cela semble pour le moment relever de la prise de conscience. Aucune donnée précise, traduisant un cahier des charges contraignant, n'est disponible. – L'éclosion des poussins à la ferme semble être une idée très intéressante, encore faut-il que cette pratique diffuse.
- o *Nature d'Éleveurs*² est une démarche de LDC. LDC produit le meilleur (Loué) et le pire (bâtiments industriels à haute densité de volailles). *Nature d'Éleveurs* dit introduire la lumière naturelle dans les bâtiments de poulets standard et réduire la densité (un peu). Or la lumière naturelle (fenêtres sur 3 % de la surface au sol) est une obligation légale en Allemagne, tout comme une densité inférieure à la tolérance européenne (maximum de 39 kg/m² au lieu de 42 kg/m²). L'enrichissement du milieu est aussi une pratique de plus en plus demandée. Il s'agit donc chez *Nature d'Éleveurs* d'une adaptation permettant de faciliter l'exportation de poulets standard vers des pays où, politiquement, la protection des animaux a été un peu plus écoutée qu'en France, tout en restant dans un système très intensif en claustration. Il sera intéressant d'observer quelle publicité en sera faite en France.

² Réussir aviculture 16 novembre 2017 :

En pratique, *Nature d'éleveurs* est une démarche volontaire avec des objectifs de résultats sur trois piliers : santé, bien-être, environnement. Pour y parvenir, des moyens devront être mobilisés. C'est notamment, la signature visuelle des sites (bardage de pignons de type bois et aménagement paysager), l'éclairage naturel (3 % de la surface au sol) le sol bétonné recommandé, le chargement réduit de 10 % (38 kg/m² au maximum), l'enrichissement du milieu (perchoirs, blocs à piquer, ballots de paille)... *Nature d'éleveurs* a l'ambition de créer de la valeur ajoutée, sans toucher aux « *contrats boucliers* ». En revanche, pour adapter leurs élevages, les éleveurs bénéficieront d'aides supplémentaires de leur organisation de production. Par exemple, *Huttepain Aliments* finance 30 % des travaux de rénovation et 30 euros/m² en neuf (+10 euros/m²). « *Dans un esprit gagnant-gagnant* », des primes de qualité (pododermatites, ailes, calibres) seront versées. Les éleveurs bénéficieront de formations et de conseils pratiques. Chaque année, la démarche sera contrôlée par un organisme tiers indépendant, en plus du contrôle interne. L'objectif est d'atteindre une centaine d'éleveurs adhérents d'ici la fin de l'année, avec l'ambition de convaincre la totalité des 5800 éleveurs partenaires d'ici 2020.

- Quant à l'outil *EBENE* pour évaluer le bien-être animal, il équivaut certainement à une réelle prise de conscience. Il inclut des éléments du comportement animal et des aspects sanitaires³ et peut introduire une démarche de progrès, ce qui semble être le but. On ne peut que s'étonner que cela ne soit pas déjà fait depuis très longtemps, et qu'il ait fallu la collaboration avec des ONGs pour y arriver. Les critères d'évaluation semblent pertinents, mais adaptés – par définition – à l'élevage industriel en claustration. Ils sauront convaincre le jour où les conséquences seront tirées, les densités et vitesses de croissance réduites, l'accès vers un milieu extérieur et diversifié autorisé (jardin d'hiver...), etc.
- « *Sans antibiotiques* » est une mention très à la mode, ceci pour de bonnes raisons. Pourtant il n'est pas défendable de laisser crever les animaux malades au lieu de les traiter. Quelle est dès lors la quantité 'raisonnée' d'antibiotiques ? Est-ce que les antibiotiques sont remplacés par d'autres agents anti-infectieux (anticoccidiens, cuivre et zinc⁴, plantes, acides...), par des vaccins, par une biosécurité encore plus rigoureuse, ou est-ce que les conditions de vie des animaux deviennent plus saines et leur productivité plus modérée et plus supportable pour l'organisme ? Est-ce que, justement, des maladies comme l'influenza aviaire ne démontrent pas que l'entassement et le transport de tant d'animaux restent une ineptie sanitaire ?
- La mention « *sans OGM* » est bonne à prendre, surtout si cela signifie que les céréales et protéagineux sont d'origine française. Toutefois, cette mention est parfaitement compatible avec les pires des systèmes d'élevage, son intérêt étant d'ordre agronomique. L'impact sur les conditions d'élevage est zéro. De ce fait la mise en avant du « *sans OGM* » par beaucoup de militants est un beau cadeau aux filières industrielles, leur permettant de disposer d'un argument publicitaire sans changer leurs pratiques d'élevage.
- « *BleuBlancCœur* » est du marketing nutritionnel développé avec charisme, basé sur les acides gras oméga3. Or, personne n'a besoin de manger du poulet pour satisfaire ses besoins en oméga3 : des huiles végétales en contiennent. Si effectivement les aliments de type *BleuBlancCœur* améliorent la santé des animaux d'élevage, cela prouve tout simplement que l'aliment industriel précédant était carencé. Il s'agit d'une logique typique pour l'alimentation animale : chaque correction ou compensation d'une erreur de la composition de l'aliment ou du système d'élevage donne lieu à un nouvel argument de vente.

³ Ouest France 30 octobre 2017 :

Pour démarrer, l'éleveur renseigne le nombre de mangeoires, d'abreuvoirs et de perchoirs, la densité d'animaux au mètre carré, et le pourcentage de mortalité. Puis, il réalise des observations dans trois zones du bâtiment. L'application lui permet alors de noter l'occurrence de six comportements naturels durant cinq minutes par zone : bain de poussière, exploration de l'environnement en piquant ou grattant, toilettage, étirement des pattes et/ou des ailes, agression des congénères, interaction entre animaux. L'éleveur note aussi le pourcentage d'animaux au repos ou haletant.

La troisième étape concerne les informations sanitaires : lors d'un aller-retour le long du bâtiment, l'utilisateur compte et saisit dans l'application, le nombre d'animaux sales, immobiles, blessés, boiteux, petits, présentant une anomalie, ou morts. Il évalue aussi la qualité de la litière. L'application se veut un outil facile d'utilisation afin de collecter et analyser toutes ces données. Les résultats sont immédiats et débouchent si nécessaire sur des conseils afin de faire évoluer les pratiques.

⁴ En décembre 2016 l'EMA (Agence européenne du médicament) a recommandé de bannir l'usage thérapeutique de l'oxyde de zinc chez le porc. Le zinc était considéré comme un moyen de réduire l'utilisation de la colistine, mais il présente un risque pour l'environnement.

- *Duralim* est une plateforme collaborative pour une alimentation durable des animaux d'élevage, et propose une Charte⁵ avec 9 engagements à signer. Il semble s'agir essentiellement d'une démarche de communication pour les productions françaises. Quant aux marges de progrès environnemental à mettre en œuvre la démarche semble privilégier l'agriculture de précision et le bio-contrôle, qui sont en effet des secteurs de croissance pour les industries des agrotechnologies et de l'agrochimie.
- « *Optimiser l'utilisation des biocides* » (page 21) : un vrai gros problème guette derrière la langue de bois ! Optimiser signifie d'éviter des abus grossiers, tout en continuant l'usage.

Concernant **les investissements**, la filière souhaite **rédiger un « guide de discussion avec la société civile »** (page 20), et elle veut former des professionnels qui aideraient les éleveurs dans le débat. Malheureusement, ce projet semble toujours relever d'une conception du débat public comme étant une cible pour la communication de la filière, à sens unique, afin d'imposer du poulet et de la dinde standard insoutenables dans des bâtiments toujours plus grands (et même avec l'aide d'un investisseur public !). Quant à la **recherche appliquée** (page 25), oui, il y a du travail. Il ne faut surtout pas oublier l'objectif du **MOINS** qui devrait accompagner le **MIEUX** (qui se dit « *montée en gamme* » dans le jargon) ! Or la nécessaire réduction du nombre d'animaux reste un grand tabou.

Confrontation avec les réalités

La confrontation du Plan de filière Volaille avec les réalités des systèmes d'élevage actuellement mis en place a de quoi rendre très inquiet à deux niveaux :

- **Le bien-être animal :**

Les filières, et en particulier LDC, mettent en place de nombreux très grands élevages industriels de volailles dans le créneau du bas de gamme. Les dossiers récents ne révèlent pas le moindre souci de critères quels qu'ils soient de bien-être animal, que ce soit au niveau du système ou au niveau de sa conduite, si ce n'est quelque formule stéréotypée du genre « *confort* » de l'animal pour camoufler des conditions de densité et de croissance extrêmes.

Le Plan de filière serait plus crédible si les bonnes intentions affichées étaient déjà mises en œuvre dans les projets récents et en cours.

- **L'environnement :**

Les réductions

- des fuites d'ammoniac, de protoxyde d'azote et de nitrates,
- des émissions de CO² respectivement consommations d'énergie,
- et des pesticides

sont un impératif environnemental. Elles peuvent ou pourraient être abordées dans un Plan de filière. C'est parfois le cas, à la marge.

Or, sur le fond, la seule solution réellement durable et saine, c'est de produire et de manger moins de viande. Cela permet une adaptation des rotations culturales aux besoins nutritionnels humains

⁵ <http://www.duralim.org/wp-content/uploads/Charte-DURALIM.pdf>

avec une diversification des cultures et moins d'intrants sous forme d'azote réactif et de pesticides, donc moins de fuites impactant les milieux et la santé humaine et moins de gaspillage de ressources.

Quant à la biodiversité, là aussi, le mieux c'est de laisser davantage de surfaces non cultivées à la nature, et de se passer de pesticides.

C'est comme pour les voitures : à quoi cela sert-il de réduire la pollution de chacune, si le nombre global de voitures augmente et compense largement la réduction obtenue ? L'augmentation de la consommation de volailles dans le monde n'est rien d'autre qu'une explosion du gaspillage structurel promu par le modèle alimentaire occidental et des logiques industrielles. L'humanité est trop nombreuse pour pouvoir se permettre ce délire.

L'économie :

Le Plan prévoit de **créer et rénover des bâtiments** et considère cela comme une démarche de RSE. Il se trouve que de nombreux bâtiments récents et projets en cours sont en opposition criante avec l'attente sociétale en matière de RSE.

Les **investissements pour la compétitivité des outils** ont toujours comme objectif d'automatiser et de supprimer des emplois, c'est-à-dire d'augmenter les volumes produits par UTH, alors que, au contraire, le besoin sociétal est d'augmenter le nombre d'UTH par volume produit. Au vu des ressources planétaires, il est incontournable de produire et de consommer MOINS et MIEUX.

Quant aux **abattoirs**, il est hautement souhaitable d'introduire l'étourdissement par mélange de gaz.

Le travail sur **la biosécurité** est un enjeu économique, en raison de l'extrême importance des barrières sanitaires au niveau du commerce international. Or le système industriel de production de volailles avec une forte concentration et des transports à distance est par essence un système à haut risque. C'est un mauvais choix. Le coût doit être assumé par ceux qui ont fait les mauvais choix, pas par les autres. Le principal responsable de la dernière crise d'influenza aviaire a été la filière des palmipèdes gras, une filière hautement contestable et contestée ; il est profondément choquant qu'elle soit remise en état de nuire avec l'argent du contribuable.

Quant aux **besoins (en aides publiques)** le Plan de filière demande 182 Millions d'euros par an au titre du PCAE (Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations Agricoles), 15 millions pour développer l'exportation, et veut que soit augmentées de 2 millions les aides à l'ITAVI : **tout cela n'est pas acceptable sans un profond changement de paradigme.** Un plan de communication ne suffit pas.

Il faut **un moratoire sur les projets d'élevages industriels en cours**, et une orientation claire vers le MOINS et MIEUX, avec plus d'emplois.

En matière de contractualisation, d'encadrement des promotions, et de livraison des volailles, **la filière a raison** d'exiger des conditions plus équitables. Il est particulièrement odieux de la part des grands acheteurs d'empêcher le développement des modes de production les plus vertueux, par leur pression sur les prix et parfois sur les conditions de livraison, et par l'opacité créée autour de la vraie valeur de la viande.

Signaux d'alerte

Dans la page consacrée à la création de l'interprofession volailles de chair certaines formulations paraissent de bon sens, mais traduisent la volonté de poursuivre le bas de gamme autant que le haut de gamme :

- *définir le mode d'élevage optimal pour chaque segment de marché*
- *éviter la multiplication des cahiers des charges des clients : Définir les chartes interprofessionnelles ... comme socle minimum d'exigences...*

Or s'il y a un endroit où la concurrence peut être bénéfique, c'est bien dans la course au MEILLEUR cahier des charges, garantissant les MEILLEURES conditions d'élevage !

Evidemment, la multiplication des contrôles n'est pas une solution, et il faut des critères partagés. **Mais il n'y a pas lieu de faire confiance aux interprofessions pour construire les Chartes proposées.** Elles choisiront toujours le minimum de contraintes pour un maximum de « communication ».

Est-ce que le *Comité de liaison avec la société civile* permettra de rassurer sur ce sujet ? Rien n'est moins sûr. **Il faudrait co-construire les Chartes**, or c'est justement ce que la filière voudrait éviter.

Car c'est encore *la communication* qui prime. En page 18, la promotion de volailles standard chiffre à 1,5 M €, et celle des Labels Rouges (qui le mérite) à 2,3 M €.

Il est aussi question de *gestion de crise en lien avec les interprofessions de l'œuf, des palmipèdes et de la chasse*. Les ONGs devraient être associées. Cela permettrait de lever l'un ou l'autre omerta sur l'origine des crises et d'orienter l'argent public davantage dans le sens des attentes sociétales.

Le plus inquiétant est que le Plan de filière ne veuille pas de l'étiquetage obligatoire des conditions d'élevage (page 27). Y a-t-il des modes d'élevage 'honteux', à cacher ? Alors faisons-les disparaître !

Il est parfaitement hypocrite (page 38) d'argumenter ce refus avec la volonté de préserver la segmentation actuelle avec son lien entre 'fermier' et Label Rouge. Il est exact que le poulet fermier Label Rouge est un produit qui rassemble des caractéristiques d'excellence aussi au niveau du mode d'élevage, or ceci n'est pas du tout le cas pour d'autres produits étiquetés Label Rouge. Le Label Rouge en général est défini par la qualité organoleptique supérieure et n'a pas ou peu d'exigence en matière de bien-être animal et d'environnement, le poulet label rouge étant l'exception lumineuse. Ainsi, malheureusement, le Label Rouge peut cautionner de mauvaises pratiques. Il est donc grand temps que l'étiquetage en France s'ouvre à des critères objectifs et sincères liés au bien-être animal et à l'environnement, et que les volailles fermières, aussi méritoires soient-elles, ne fassent pas obstruction à cela (normalement elles n'ont rien à craindre).

